

LES NOUVELLES DU GRIP

Lettre d'information
du Groupe de recherche
et d'information sur la paix
et la sécurité (GRIP)

Trimestriel n° 31 – 1er trimestre 2004
GRIP - Rue Van Hoorde, 33
B - 1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Website: www.grip.org
Ed. resp.: Bernard Adam
(Dépôt 1030 Bruxelles 3)

Le GRIP est une organisation
d'éducation permanente,
reconnue – et soutenue – par
la Communauté française.

Irak: l'échec des théories des néoconservateurs américains

La guerre menée en Irak a été inspirée par les théories des néoconservateurs américains qui, depuis une dizaine d'années, plaident pour une invasion de ce pays. Développées dans des centres d'études comme l'American Enterprise Institute ou la Heritage Foundation, ces idées ont été le fondement de la politique défendue au sein du gouvernement américain, notamment par le vice-président Dick Cheney et l'adjoint du ministre de la Défense, Paul Wolfowitz. Les attentats du 11 septembre ont été l'occasion rêvée pour intégrer cette politique dans « la lutte contre le terrorisme international ».

Les conceptions néoconservatrices peuvent se résumer en une double croyance: face à l'Irak, régime dangereux, les Etats-Unis ont intérêt à agir, *primo*, par la force militaire et, *secundo*, de façon unilatérale. De plus, il y avait urgence, puisque l'Irak était présenté comme potentiellement détenteur d'armes de destruction massive et soutenant le terrorisme, dont Al-Qaïda.

Un bilan négatif

Un an après le début de la guerre en Irak, le 20 mars 2003, le bilan est fort sombre. La réalité sur le terrain montre que les néoconservateurs se sont largement trompés. Ils ont ainsi contribué à un échec de la politique extérieure des Etats-Unis qui ont perdu leur crédibilité au plan international.

Les deux arguments majeurs (armes de destruction massive et liens avec Al-Qaïda) qui ont justifié la guerre se sont révélés faux.

L'usage de la force en Irak a été désastreux. Le seul acquis a été la défaite facile, en quelques semaines, de l'armée régulière irakienne. Du 20 mars au 1er mai 2003, date proclamée par le président Bush comme la fin de la guerre, 201 soldats alliés ont été

tués. Mais par la suite, jusque fin février 2004, ce sont 440 autres soldats qui ont trouvé la mort. Si la victoire militaire de la coalition menée par Washington a été proclamée, la paix est bien loin d'avoir été gagnée et les conséquences négatives sont nombreuses.

Les infrastructures ont été détruites et leur reconstruction est fort lente, créant de nouveaux troubles dans la population. La sécurité intérieure n'a pas été rétablie puisque de mai 2003 à février 2004, les forces occupantes ont fait l'objet en moyenne de 17 attaques par jour. Les attentats contre les civils se sont multipliés. Si Al-Qaïda n'avait pas de lien avec les partisans de Saddam Hussein avant la guerre, il est maintenant probable que ceux-ci coopèrent depuis l'invasion américaine.

Des études très instructives

En décembre 2003, Jeffrey Record, de l'Institut d'études stratégiques du Collège de guerre de l'armée américaine, a publié un rapport dans lequel il estime que « sous la bannière d'une guerre mondiale contre le terrorisme (...), le gouvernement américain a conduit les Etats-Unis à mener un combat injustifié et sans fin ». Selon



VIENT DE PARAÎTRE

Bernard Adam,
Directeur du GRIP.
(suite en page 2)

Livres reçus

Irak. Les médias en guerre

Ss la dir. de Olfa Lamaloum, préface d'Alain Gresh, Institut Panos (Paris), Actes Sud (Arles), 2003, 236 p.

Cette analyse critique les médias, à travers ceux de six pays clés : les Etats-Unis (J.-P. Marthoz), la France (H. Maler), Israël (M. Warschawski), la Turquie (P. Vanrie), l'Irak (R. Huguenin Benjamin) et la chaîne Al-Jazira (O. Lamaloum), face à la volonté américaine de guerre programmée et à ses oppositions multiples.

L'Union africaine face aux enjeux de paix, de sécurité et de défense Actes des Conférences de l'OPSA des 13 juin, 13 novembre et 19 décembre 2002

Ss la dir. de Dominique Bangoura, Observatoire politique et stratégique de l'Afrique (Paris), L'Harmattan (Paris), 2003, 253 p.

L'acte constitutif de l'Union africaine, adopté le 11 juillet 2000, est entré en vigueur le 26 mai 2001. Cette période transitoire d'un an a permis à l'OUA de se maintenir et de passer le relais à l'Union africaine. L'intérêt de l'ouvrage réside dans l'analyse des concepts de paix, de sécurité et de défense et dans la mise en perspective de leurs applications sur le grand continent africain.

La Belgique et la politique européenne de sécurité et de défense – Une approche politique, sociologique et économique

André Dumoulin, Philippe Manigart et Wally Struys, préfaces de Louis Michel et d'André Flahaut, Bruylant, Bruxelles, 2003, 676 p.

La Belgique se considère comme un laboratoire en matière de coopération multinationale, de fédéralisation européenne de la sécurité et de la défense; les auteurs nous en présentent l'évolution, par différentes approches, ainsi que par le contexte global. Se voulant une critique constructive, l'ouvrage fait le point sur les avancées politiques et les acquis de ces choix mais aussi sur leurs limites et leurs lacunes.

Armes sales, guerre propre?

Marleen Teugels, Labor, Bruxelles, 2003, 207 p.

La journaliste mène une enquête, autour de deux guerres, dans le Golfe en 1990 et 1991 et en ex-Yougoslavie de 1992 à 1999, sur les dégâts causés par les armes de technologie de pointe. Elle s'interroge aussi sur le vécu des soldats occidentaux engagés, leurs différents syndromes.

Le nouveau désordre mondial.

Réflexions d'un Européen

Tzvetan Todorov, préf. de Stanley Hoffmann, Robert Laffont, Paris, 2003, 112 p.

Force ou droit? Hyperpuissance ou monde « multipolaire »? L'écriture de ce texte court et décapant va vers l'essentiel. L'auteur, critique, historien et philosophe, prolonge sa réflexion par une série de propositions destinées à fonder une « puissance tranquille » européenne.

Alain Reisenfeld

Irak: l'échec des néoconservateurs

(suite de la page 1)

lui, la guerre en Irak est une « guerre préventive inutile (...) qui ne participe pas à la guerre mondiale contre le terrorisme, mais a plutôt constitué un détournement de celle-ci »¹.

L'unilatéralisme américain est tout aussi désastreux. Après les arguments sur les armes de destruction massive et le lien avec le terrorisme, celui de l'établissement d'une démocratie en Irak a été brandi pour justifier la guerre. Si l'administration américaine a cru pouvoir se passer des Nations unies pour lancer son offensive, elle a dû se résoudre à faire appel à l'Onu pour trouver une solution pour la gestion de l'après-guerre.

Les néoconservateurs, fervents adeptes de l'unilatéralisme, connaissent mal la réalité historique des interventions militaires de leur pays. En mai 2003, deux chercheurs du Carnegie

Endowment for International Peace, un centre de recherche américain, ont relevé que depuis 1900, sur 200 interventions armées des Etats-Unis, 16 seulement ont débouché sur la reconstruction d'un Etat. Sur ces 16 interventions, 12 ont été menées unilatéralement. Dans ces 12 cas, aucune n'était encore une démocratie 10 ans plus tard¹.

Ceci prouve que l'action militaire menée unilatéralement n'a jamais eu l'effet annoncé. Il est temps que les Américains, néoconservateurs ou non, s'en rendent compte. Mais il est temps aussi que leurs alliés, Européens ou non, leur rappellent cette réalité historique. Pour améliorer la sécurité internationale ou pour tenter d'imposer une démocratie de l'extérieur, l'action multilatérale semble être une condition nécessaire, mais l'action militaire n'est pas une condition suffisante.

Bernard Adam

1. Voir *Les Etats-Unis à contre-courant*, Grip-Complexe, Bruxelles, mars 2004.

La guerre en Irak, un an après : le bilan

Les anniversaires sont souvent l'occasion de dresser des bilans et d'évoquer des pistes pour l'avenir. Un an après le lancement de l'offensive militaire américaine contre l'Irak, menée de manière unilatérale et en contradiction avec le droit international, il est utile d'examiner de plus près, en termes de coûts et de bénéfices, cet événement majeur qui continue de bouleverser, à tous les niveaux, l'ordre international.

Une entreprise de manipulation massive

D'abord, la guerre allait, après dix ans d'échec, enfin désarmer Saddam Hussein. Mais il n'avait plus d'armes de destruction massive depuis longtemps, ni même de programmes d'armements. Le but principal de la guerre, sa raison d'être, a donc davantage été forgée par les convictions profondes de Londres et de Washington que par des éléments concrets.

Il s'agissait ensuite de diminuer la menace terroriste, l'Irak entretenant des liens avec Al-Qaïda. Déjà avant

la guerre, ces liens ne convainquaient pas les meilleurs spécialistes du terrorisme ni les services de renseignements. Mais depuis mars 2003, aucun élément concret n'est venu corroborer cette thèse. Par ailleurs, l'offensive américaine se révèle, sur le plan de la lutte contre le terrorisme, totalement contre-productive. En s'attaquant à l'Irak au nom de celle-ci, les Etats-Unis ont opéré une diversion de taille dans les objectifs qu'ils s'étaient assignés. Ils ont de plus créé un nouveau front pour les terroristes internationaux, pour qui l'Irak agit désormais comme un aimant. La guerre a même accru le ressentiment anti-américain dans le monde ainsi que le sentiment d'injustice, qui forment le terreau du terrorisme international.

Le troisième objectif de la guerre – le plus facile – a été atteint: Saddam Hussein a été renversé, et avec lui a disparu un régime brutal et sanguinaire. Mais la reconstruction de l'Irak, tant politique qu'économique, par les forces occupantes reste un vœu pieux.

Le pays n'est pas sécurisé, le marché de la reconstruction est opaque et peu d'avancées concrètes sont observables sur le terrain. Le processus de transition démocratique reste chaotique. Très optimistes avant la guerre, les Etats-Unis pensaient pouvoir transformer et réformer en profondeur la société irakienne. Mais devant l'immensité de la tâche et en pleine année électorale, ils semblent aujourd'hui privilégier un retrait rapide du pays, dont la première étape est la passation de pouvoir à un gouvernement provisoire irakien, le 30 juin 2004.

Le «remodelage» du Moyen-Orient qui devait se faire en chaîne, par un «effet domino», à partir de l'exemple de l'Irak, est lui aussi compromis.

D'abord, les pays arabes sont davantage réticents envers la politique américaine, jugée impérialiste et interventionniste. Ensuite, le manque de volonté de mettre un terme au conflit israélo-palestinien symbolise dans la région la politique américaine des «deux poids, deux mesures» vis-à-vis des pays arabes et musulmans.

Une guerre inutile mais meurtrière

Une première conclusion s'impose: les justifications de la guerre sont pour le moins caduques et les objectifs

qu'elle était censée atteindre sont loin d'être rencontrés. Mais sur le terrain, environ 650 soldats de la coalition et quelque 10 000 civils irakiens sont morts.

Première leçon à tirer: les efforts multilatéraux sont plus efficaces dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive que les actions militaires unilatérales. Dans le cas de l'Irak, la dissuasion a bien fonctionné. Les inspections de l'Unsmoc (1991-1998) et celles de l'Unmovic (2002-2003) ont pu contenir les programmes irakiens de développement d'armes de destruction massive durant une décennie.

Le choix posé à la communauté internationale n'a donc jamais été entre le recours à la force et la passivité, comme le laissaient entendre Londres et Washington. Il y avait une alternative à la guerre, efficace et nettement moins coûteuse, financièrement et en vies humaines. Les opérations militaires et l'occupation de l'Irak jusqu'en mars 2004 avoisineraient selon les chiffres officiels les 70 milliards USD, alors que le budget annuel de l'Unmovic était d'environ 60 millions USD, soit 1 000 fois moins.

Caroline Pailhe

Un budget de destruction massive

«Un budget de destruction massive», c'est ainsi que l'économiste américain Paul Krugman qualifie le budget 2005 présenté le 2 février 2004 par George Bush au Congrès.

L'augmentation des dépenses publiques sera limitée à 3,5 %, en coupant notamment dans les budgets de l'Agriculture (-8,1 %), de la Santé (-1,6 %), de la Justice (-3,1 %) et des Transports (-2,1 %), en supprimant de nombreux programmes gouvernementaux d'aide sociale, mais en préservant les planétaires budgets de la Sécurité intérieure (DHS) et de la Défense (DoD) qui seront augmentés de respectivement 9,7 % et 7 %. Si nous ajoutons à ces dépenses du DoD (401,7 milliards \$) et du DHS (30 milliards \$) les programmes d'armement nucléaire gérés par le département de l'Energie (DoE) ainsi que les «supplementals» qui seront nécessaires

pour les opérations en Irak et en Afghanistan, ce sont près de 500 milliards de dollars qui seront absorbés par la défense nationale, soit 20 % d'un budget fédéral établi à 2 400 milliards \$.

Une croissance dopée par les dépenses militaires

Selon le *Bureau of Economic Analysis*, les dépenses militaires et de sécurité intérieure sont redevenues une composante importante de la croissance du PIB depuis 2001, alors que leur contribution était généralement négative durant l'administration Clinton. Au deuxième trimestre 2003, en pleine guerre d'Irak, les dépenses militaires ont contribué pour 1,58 % dans les 3,3 % de croissance enregistrés au cours de ce trimestre (soit 48 %). La contrepartie est un déficit budgétaire abyssal: évalué à 374 milliards au 30

(suite page 4)

Ce que les médias en ont dit...

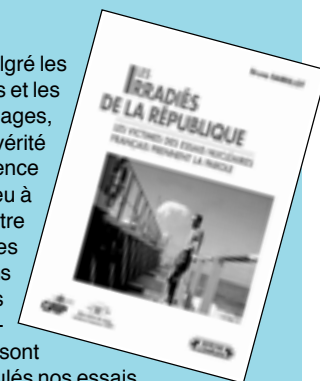
«Malgré les dénis et les blocages, la vérité commence peu à peu à apparaître sur les conditions dans lesquelles se sont déroulés nos essais nucléaires. L'artisan principal de cette révélation est Bruno Barrillot, cofondateur du CDRPC, qui travaille depuis vingt ans sur le sujet. Et vient tout juste de publier "Les irradiés de la République", hallucinant recueil de témoignages qu'il n'a pas été facile de faire remonter.»

Le Nouvel Observateur

«"Evidemment, la présence de deux ministres, MM Messmer et Palewski, ne permettait le recul de l'opération.

Ces derniers étaient au PC de tir, à l'est de la montagne en plein sur le trajet du nuage s'il avait lieu." Ce témoignage, comme bien d'autres, fait partie de la somme de documents réunie (...). Le dossier, comme toujours solide de Bruno Barrillot, est l'aboutissement de plusieurs années de travail d'enquête sur les victimes.»

Le Progrès

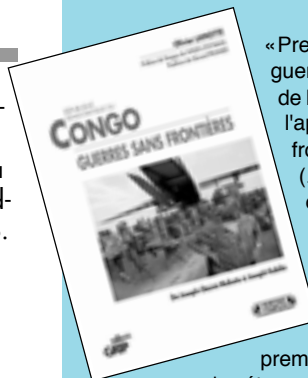


«Première grande guerre africaine de la période de l'après-Guerre froide, le conflit (...) nous est ici dépeint avec minutie. En effet, l'auteur nous en brosse dans un premier temps les grandes étapes, puis nous présente les différents enjeux et les principaux acteurs de ce drame humain majeur. Une vision claire et complète de l'histoire récente de cette zone de turbulences; une analyse pertinente des perspectives (improbables) de l'issue du conflit.»

Lectures

«Une synthèse précise, factuelle, qui offre un utile aperçu de ces années de guerre, qui prennent racine dans l'échec de la transition démocratique.»

Le Soir



Génocide rwandais : l'échec de la communauté internationale

Le conflit qui depuis le 2 août 1998 ensanglante la RDC n'est que le rejeton monstrueux du génocide rwandais et du non-traitement par la communauté internationale tant du génocide lui-même que de ses conséquences. (...)

Pendant le génocide lui-même, ce fut à qui se bousculerait vers la sortie, surtout après le massacre des dix soldats belges. La présidence des Etats-Unis interdit à sa porte-parole Christine Shelly d'admettre qu'il y avait un génocide en cours (après tout les USA avaient signé la convention de répression du génocide de décembre 1948 et toute admission de ce crime monstrueux obligeait automatiquement à passer à l'action), et la France attendit que tout soit fini pour monter une opération *Turquoise* à l'utilité discutable. (...)

Mais ce qu'il faut noter, ce sont les conséquences massives que cette désertion morale allait avoir pour le futur. D'abord les Tutsi du Rwanda demeurent persuadés que leur sort n'importe guère à la communauté internationale qui les laisserait à nouveau massacrer si on en arrivait là. Ensuite, tous les acteurs (le président Mobutu, le général Kagame, les miliciens interahamwe de l'ancien régime rwandais, les groupes de guérillas congolais) comprirent combien la communauté internationale était maladroite, timorée et hautement manipulable à condition de savoir comment s'y prendre. L'essentiel pour les différents acteurs n'apparaissait absolument pas comme la nécessité de mettre ses actions en conformité avec les principes proclamés du droit international. L'essentiel apparaissait comme l'adoption de postures médiatiquement rentables et la manipulation des opinions publiques des grandes puissances. Le droit international, au lieu d'être le siège de nouvelles normes de comportement, devint tout simplement un champ de bataille comme un autre, différant simplement par la nature des armes employées.

Les acteurs africains sentaient que la communauté internationale n'avait cherché lors du génocide rwandais qu'à éviter toutes les responsabilités et surtout l'éventualité d'avoir à se battre, ne serait-ce qu'un tout petit peu. Ce mélange de négligence, de racisme inavoué et d'incapacité matérielle suscita dans toute la région un profond mépris qui affaiblit durablement toute possibilité d'initiative diplomatique un tant soit peu originale. (...)

(extraits de la postface de **Gérard Prunier** dans *RDC – Guerres sans frontières, GRIP-Complexe*)

(suite de la page 3)

septembre 2003, il devrait atteindre 477 milliards \$ en 2004. Les analystes du *Congressional Budget Office* (CBO) du Congrès estiment que les déficits cumulés devraient représenter 1 890 milliards de dollars en 2014.

Mais c'est un scénario optimiste qui repose sur une double condition : *primo*, les dépenses publiques, y compris celles de défense, doivent rester à leur niveau actuel (hors inflation), et *secundo*, les avantages fiscaux octroyés en 2001 et 2003 ne doivent pas être renouvelés. Or, on sait que ce n'est pas le programme de George Bush. La croissance des dépenses militaires restera largement supérieure à l'inflation, Bush entend pérenniser sa politique fiscale, et le budget présenté ne tient pas compte des engagements en Irak et en Afghanistan (Joshua Bolten, directeur du budget à la Maison-Blanche, a laissé entendre qu'une rallonge de 50 milliards \$ serait demandée pour le DoD... après les élections du 2 novembre). Le CBO estime que le déficit cumulé pourrait dans ce cas grimper à 4 100 milliards \$ d'ici à 2014.

Les dangers du « scénario argentin »

Les ressources étant par définition limitées, les 3,1 % de croissance atteints en 2003 et l'objectif de 4,4 % fixé pour 2004 impliquent inévitablement, avec un tel niveau de dépenses militaires et de largesses fiscales pour les mieux nantis, une absence chronique d'investissements dans les infrastructures publiques, le système de santé, l'éducation, etc. Les ménages s'endettent, le système de sécurité sociale ne

pourra pas faire face à la retraite prochaine des « baby-boomers », et il est peu probable que la technologie puisse à elle seule procurer les gains de productivité nécessaires pour maintenir la croissance en compensant la détérioration du ratio actifs/retraités.

En d'autres termes, à mesure que s'enrichissent les propriétaires du capital des groupes d'armements et leurs sponsors, l'immense majorité des citoyens de la première puissance mondiale s'appauvrit chaque année davantage. Cette fuite en avant d'un pays qui s'estime « en guerre » est-elle soutenable ?

Face à son triple déficit record – du budget, de la balance commerciale et des ménages – et faute d'épargne, l'économie des Etats-Unis dépend aujourd'hui entièrement de la confiance des marchés financiers et des investisseurs étrangers. Doit-on redouter un scénario « à l'argentine » comme l'évoque Paul Krugman ? Les Etats-Unis bénéficient encore d'un certain capital de confiance auprès de leurs bailleurs de fonds.

Mais si le désastre prédit par un nombre croissant d'observateurs – y compris dans les rangs républicains – devait finalement se produire, outre les conséquences incalculables pour l'économie de la planète entière, une question bien plus inquiétante se poserait alors : celle des réflexes de survie que pourrait développer un système militaro-industriel qui n'est pas près de renoncer, aux premiers signes de crise grave, à sa position privilégiée de puissance.

Luc Mampaey

RWANDA, DIX ANS APRÈS

Peut-on prévenir le génocide ?

La conférence de Stockholm consacrée à la prévention du génocide s'est achevée le 28 janvier 2004 sur un constat terrible : le génocide constitue la forme ultime de la violence contre une culture ou une civilisation mais, en même temps, on ne parvient pas à l'empêcher de se produire ou de se reproduire. Autrement dit, la convention de Genève, datant de la fin de la Seconde Guerre mondiale, doit encore être mise en œuvre autant dans ses aspects cu-

ratifs (Nuremberg ou les tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie) que préventifs.

En ce dixième anniversaire du génocide rwandais, beaucoup de questions subsistent. En effet, malgré le déploiement de force (la Mission des Nations unies pour le Rwanda), la pression diplomatique internationale (de la troika américaine, française et belge) ou régionale (le processus de paix d'Arusha), la vigilance des organisations de dé-

fense des droits de l'homme ainsi que le courage des démocrates rwandais, près d'un million de personnes perdirent la vie, en quelques mois, sous le regard distrait de l'opinion publique et de la communauté internationale. De nombreux ouvrages ainsi qu'une pléthore de témoignages nous ont décrit, par le détail, le mécanisme du massacre et de l'extermination. Après son acte de lâcheté, la communauté internationale a non seulement investi dans la justice internationale et locale mais finance également des efforts de mémoire liés à ce tragique événement. Il en ressort une impression générale de bavardage creux de la part d'une communauté internationale qui tente de se donner bonne conscience.

Les victimes ont-elles la parole ?

Beaucoup de gens se sont exprimés sur ce sujet... Et les victimes ? Que pensent les rescapés de tout ce remue-ménage ? Qu'ont-ils à nous dire sur le cauchemar qu'ils ont vécu ? Que pensent-ils non seulement du comportement du monde qui les a abandonnés et, surtout, de leurs compatriotes qui les ont massacrés ? Quel secret peu-vent-ils nous livrer sur cet événement ?

Mon fils qui vient de fêter ses trois ans me posera sans doute un jour des questions sur le sort réservé à son arrière grand-mère (morte en fuyant les combats et les exterminateurs) ou à ses grandes tantes (exterminées durant le génocide) qui n'ont pas reçu de sépulture digne. Je me retrouverai alors confronté à ce dilemme terrible : quelle histoire du génocide vais-je lui conter ? Celle que, nous les Rwandais, racontons au reste du monde pour le culpabiliser ou pour lui expliquer, de manière simpliste, un conflit social complexe qui sévit dans notre pays ? Ou bien, aurais-

je le courage de le regarder en face et de lui avouer que je ne comprends toujours pas comment nous en sommes arrivés là ? Je risque d'être envahi par une gêne supplémentaire : en me saisissant de cette parole, est-ce qu'à mon tour je ne la confisque pas aux victimes directes ?

Ce que les Rwandais offrent au monde

Ce génocide qui dorénavant me définit ainsi que ma descendance, il va falloir lui faire face, afin de comprendre comment une culture plusieurs fois centenaire peut en arriver là. Car contrairement à d'autres génocides (sauf le cambodgien), ce ne sont pas des étrangers qui ont massacré, mais le voisin, un cousin, un frère ou un parent. Ce qui paraît le plus incroyable, c'est qu'entre nous, on en parle si peu.

Cet événement nous révèle le lien organique que nous entretenons avec le pouvoir quel qu'il soit. Cette tragédie nous interpelle sur notre incapacité, en tant que société, à nous distancier de ce pouvoir politique qui non seulement règle notre vie mais définit ce que nous devons ou pouvons ressentir à tout instant. Les politologues appellent cette capacité de distanciation la citoyenneté. Une citoyenneté collective active et vivante porte également le nom de « société civile » dont la vocation est justement de permettre cette médiation salvatrice entre les individus et le pouvoir.

Voilà peut-être ce que les Rwandais peuvent offrir au monde, car cet antidote leur a cruellement fait défaut d'avril à juillet 1994. Sans doute faudrait-il maintenant se taire pour que les victimes puissent prendre le temps de nous livrer leur secret.

Félix Nkundabagenzi

RDC: la nouvelle armée d'un pays réunifié

La République démocratique du Congo (RDC) est en train de sortir d'une guerre longue et meurtrière. En additionnant les morts de faim et de maladie, ce sont environ quatre millions de Congolais qui ont été tués par ce conflit auquel ont participé plusieurs

armées étrangères, de nombreux groupes rebelles étrangers et une pléthore de milices congolaises.

Survenant après une première guerre qui s'acheva par la prise de pouvoir de Laurent-Désiré Kabila et des décennies de gabegie mobutiste, cette

(suite page 6)

« Ce livre est presque aussi passionnant pour l'image qu'il laisse de la Belgique que pour les événements eux-mêmes !

on y voit se croiser les fils de la diplomatie parallèle, les relations entre nos partis et le milieu du pouvoir rwandais. (...)

L'intérêt du livre est qu'il ne s'agit pas, heureusement, d'une simple relation des travaux de la commission [Rwanda], mais que l'auteur, en toute indépendance d'esprit, ne se prive pas d'y ajouter ses propres commentaires, informations et conclusions. Ces dernières sont particulièrement accablantes lorsqu'il est question des pressions qu'exerça la diplomatie belge pour inciter au retrait total de la Minuar. »

Le Soir

« Cet ouvrage analyse minutieusement ce que l'on appelle pudiquement les événements au Rwanda depuis 1990 et surtout la tragédie de 1994. (...) Essentiel pour comprendre toutes les dimensions du drame rwandais, les remettre en perspective et faire un bilan nuancé. »

La Revue Nouvelle

« L'auteur, dans une grande sérénité, n'épargne aucun camp, ce qui lui vaudra sans doute des volées de bois vert venant de tous les horizons. N'est-ce pas le prix classique exigé de la vérité ?

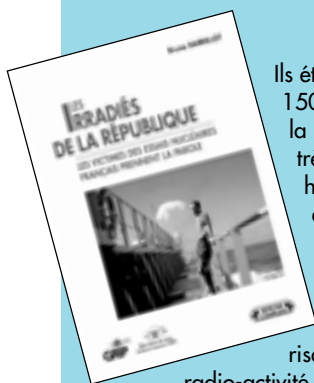
A lire absolument par ceux qui veulent une vue synthétique et claire des événements... et des manipulations auxquelles on les soumet de tous côtés, pour des raisons plus ou moins conscientes, plus ou moins avouables. »

Vivant Univers

« Jean-Claude Willame a été un témoin privilégié des travaux de la commission d'enquête parlementaire instituée au sein du Sénat belge en vue de faire la clarté sur l'intervention militaire de la Belgique au Rwanda (...). Il en résulte un livre-requisitoire émaillé de témoignages qui décrit l'enchaînement des erreurs – pas uniquement belges... – et des drames en les situant dans leur contexte. »

Bibliothèque européenne

Parution récente



Ils étaient 150 000, pour la plupart de très jeunes hommes. Ils étaient peu – ou même pas du tout – informés sur les risques de la radio-activité. Désinformés même. Telles ces recommandations remises au personnel des essais par les autorités de la marine : « Une minute et demi après l'explosion, les débris sont tous retombés et il n'y a aucun danger provenant du rayonnement. » Les radiations retardées ? Elles sont « si faibles qu'elles ne constituent pas un danger. Ne vous en occupez pas ».

Naïfs ? Respectueux de la parole d'autorité ? Ils étaient fiers de participer à cette grande aventure qui, leur disait-on, allait hisser la France au niveau des plus grands. Et que de souvenirs allaient-ils rapporter de cet immense désert saharien ou des îles paradisiaques du Pacifique. « ... On a beau savoir que la bombe est un objet de mort, lorsqu'elle explosa, je fus fasciné par ce lever de soleil artificiel. »

Et on leur disait alors, comme on le répète encore officiellement aujourd'hui, que ces bombes étaient « propres »... Quel mal pouvait donc les frapper ? Ils ne l'apprendront – pour les plus chanceux – que dix, vingt, trente ans plus tard quand les cancers et autres maladies les atteindront.

Enfin, ils parlent, sortant du mutisme qui, sous prétexte de secret militaire, les avait enfermés dans l'oubli. Enfin, ils se battent pour que « vérité » soient rendues aux victimes des essais nucléaires.

Co-fondateur du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC), **Bruno Barrillot** travaille depuis près de vingt ans sur les conséquences des essais nucléaires. Auteur de plusieurs livres sur les expériences françaises au Sahara et en Polynésie, il présente ces témoignages bouleversants – et inédits pour la plupart – en les situant dans un contexte dont il est l'un des grands spécialistes.

Un ouvrage de 240 pages –
15,90 euros.

(ISBN 2-87027-972-8)

RDC: la nouvelle armée

(suite de la page 5)

seconde guerre laisse le pays dans une situation désastreuse et les défis que doit affronter la République démocratique du Congo semblent insurmontables.

Une difficile transition

En plus des problèmes liés à la destruction des infrastructures, ceux résultant de la présence de centaines de milliers d'anciens combattants équipés d'armes légères semblent parmi les plus difficiles à résoudre. Ces anciens combattants proviennent de nombreuses factions et connaîtront des sorts différents. Les rebelles rwandais, burundais et ougandais devront être désarmés et quitter le « sanctuaire » congolais, de gré ou de force. Les groupes armés dont les responsables n'ont pas signé les accords de paix, essentiellement des milices ethniques actives dans l'Ituri, doivent être dissous et leurs membres réintégrer la vie civile.

Enfin, les forces armées des diverses factions parties prenantes du processus de paix – ancien gouvernement de Kinshasa, MLC, RCD-Goma, RCD-K/ML, RCD-N et Mai-Mai – constituent maintenant la nouvelle armée congolaise soumise au gouvernement d'unité nationale constitué en juin 2003.

Cependant, cette nouvelle armée, avec près de 300.000 soldats, est pléthorique, même à l'échelle d'un pays de plus de 50 millions d'habitants. Ses effectifs devront être drastiquement réduits et les démobilisés devront bénéficier d'un programme de réintégration dans la vie civile. Il ne s'agit pas de récompenser ceux qui se sont battus pour ou contre le gouvernement de Kinshasa, mais essentiellement d'éviter que des hommes en armes, désœuvrés et sans le sou, ne « se reconvertisent » dans la criminalité violente, déjà en pleine explosion dans la capitale.

Des programmes similaires devraient être disponibles également pour les autres membres de groupes armés congolais et étrangers.

Vers un changement de comportement ?

Les éléments qui formeront la nouvelle armée « restructurée et intégrée » devront subir une formation de base

pour pouvoir mettre leurs compétences et leurs armes au service de la population. En effet, mal ou pas payés, les soldats congolais ont pris, depuis des décennies, la fâcheuse habitude de rançonner les civils pour survivre.

En outre, en particulier dans l'est du pays, les hommes en armes se sont souvent mis au service des pays voisins afin de les aider à piller les ressources naturelles congolaises et ont commis les pires crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ces anciens rebelles, dont la plupart sont maintenant intégrés dans l'armée nationale, sont souvent détestés par une population qu'ils ont volée, violée et massacrée pendant des années.

Il est donc encourageant que, répondant à l'appel des autorités de Kinshasa, des pays occidentaux – et en premier lieu 190 hommes des forces armées belges – envoient des instructeurs pour former des unités de l'armée unifiée à des missions d'avant-garde en rapport avec la défense de la paix et de la démocratie qu'avec une guerre d'occupation et de pillage.

Une des missions de la nouvelle armée sera de lutter contre la prolifération d'armes légères et de surveiller le respect de l'embargo sur les armes auquel est soumis l'est de la République démocratique du Congo depuis juillet 2003. Elle ne sera pas la seule sur ce terrain, puisqu'il s'agit là d'une des principales missions des quelque 10 800 hommes de la Monuc, la force de l'Onu déployée dans le pays et concentrée le long des frontières orientales de la RDC.

La Monuc, qui a maintenant le droit d'utiliser la force pour remplir son mandat, doit également jouer un rôle central dans le processus de désarmement et de réintégration des groupes armés, congolais et étrangers.

Si on ajoute à cela les engagements de nombreux gouvernements et d'institutions internationales, comme la Banque mondiale, pour accompagner le processus de paix, le nouveau gouvernement dispose incontestablement de quelques atouts pour entamer le relèvement d'un pays dont les prodigieuses richesses minérales n'ont, jusqu'à présent, qu'apporté malheur et désolation à la grande majorité de la population.

Georges Berghezan

VIENNENT DE PARAÎTRE



Annuaire sur les armes légères 2003

L'édition 2003, sous-titrée *Impasse sur le développement* publie des informations nouvelles et réactualisées ainsi que des analyses sur la production d'armes légères dans le monde, sur les stocks et les transferts légaux et illicites. Elle passe en revue les mesures nationales, régionales et internationales qui s'intéressent au problème de la prolifération des armes légères. Les nouveaux thèmes abordés dans cette édition comprennent :

- Les conséquences de la disponibilité et de l'utilisation attentatoire des armes légères sur le développement humain;
- Une étude détaillée de la problématique des

armes légères au Yémen, au Congo et en Géorgie;

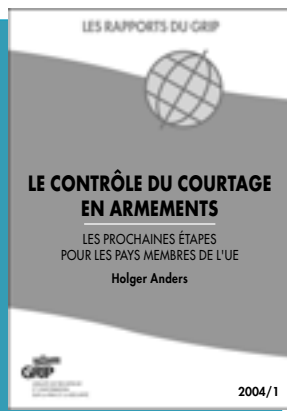
- L'examen successif des normes régionales et internationales en ce domaine, avec une attention particulière pour le Programme d'action sur les armes légères élaboré lors de la conférence des Nations unies.

L'Annuaire est rédigé chaque année par une équipe de chercheurs basée à Genève, et par d'autres experts délocalisés appartenant à un réseau international de chercheurs. Il présente à la fois des informations et des analyses qui en font un outil indispensable pour les diplomates, les décideurs politiques, les acteurs gouvernementaux et les organisations non gouvernementales.

Un ouvrage de 330 pages, 25 €.

Un an après l'offensive militaire américaine contre l'Irak, un premier bilan s'impose. Ce rapport examine les quatre éléments soutenus par les Etats-Unis et le Royaume-Uni pour entrer en guerre. Sont analysés : la menace des armes de destruction massive irakiennes, l'argument de la lutte contre le terrorisme, celui du renversement d'un régime autocratique devant mener à la démocratisation du pays et, enfin, le remodelage du Moyen-Orient sur base de l'exemple irakien.

Une étude menée par Caroline Pailhe (en collaboration avec Valérie Peclow et Federico Santopinto), Rapport du GRIP 2004/2, 40 pages, 7,50 €.



Les courtiers en armes sont les intermédiaires entre les vendeurs et les acheteurs, ou interviennent pour faciliter des transferts. Ces activités sont légales. Cependant, des courtiers peu scrupuleux jouent un rôle central dans les transferts d'armes illicites au bénéfice de pays sous embargo ou d'acheteurs peu recommandables. Le laxisme ou le manque de contrôles facilitent leur tâche. Ce rapport analyse les éléments clés de cette problématique et formule des recommandations à destination des Etats membres de l'Union pour améliorer leur législation.

Un rapport réalisé par Holger Anders, Rapport du GRIP 2004/1, 36 pages, 7 €.

Depuis plus de 20 ans, nous informons le grand public comme les responsables, notamment par nos publications, de façon à éveiller, entretenir et renforcer un courant d'opinion porteur.

Vous pouvez agir vous aussi.

Soutenez notre action :

en devenant membre

par le versement d'une cotisation annuelle.
Etre membre du GRIP donne droit au trimestriel « Les Nouvelles du GRIP »;

15 € - 16 € - 18 €

(Attention : les prix indiquent les tarifs, dans l'ordre, pour la Belgique, Autres Europe et Autres Monde)

en achetant

une ou plusieurs publications;

en vous abonnant

aux « Livres du GRIP » et au trimestriel (le GRIP édite cinq ouvrages par an);

75 € - 85 € - 90 €

en prenant

l'abonnement complet

formule qui donne droit, en plus des livres et du trimestriel, aux « Rapports du GRIP »;

125 € - 140 € - 150 €

en prenant

l'abonnement de soutien

250 € - 250 € - 250 €

en effectuant un don*

* EXONÉRATION FISCALE :

Le GRIP bénéficie de l'exonération fiscale. Tout don de 30 € et plus donne droit à une attestation fiscale.

Comment se procurer les publications du GRIP

Tous les ouvrages du GRIP sont vendus en librairie.

Mais ils peuvent aussi être directement commandés au GRIP.

Envoyez-nous une lettre ou le bon de commande ci-joint – accompagné du paiement – à l'adresse du GRIP
rue Van Hoorde, 33
B-1030 Bruxelles.

Vous pouvez également commander nos publications par téléphone (32.2) 241.84.20 par fax (32.2) 245.19.33 par e-mail (publications@grip.org) ou via Internet (www.grip.org)

Modes de paiement

Belgique : virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement; chèque barré.

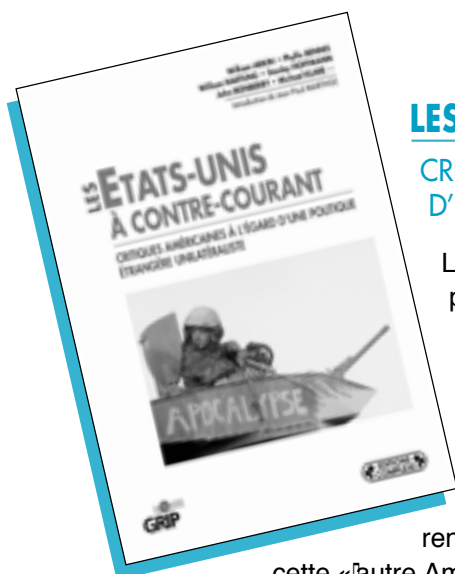
France : chèque barré; mandat postal international.

Luxembourg : soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP, libellé en FL.

Autres pays : virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international.

Autre moyen de paiement
Carte de crédit (VISA, Eurocard, Mastercard)
Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

VIENT DE PARAÎTRE



LES ÉTATS-UNIS À CONTRE-COURANT

CRITIQUES AMÉRICAINES À L'ÉGARD D'UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE UNILATÉRALISTE

Les États-Unis apparaissent aujourd'hui dominés par ce que le professeur de Harvard, Stanley Hoffmann, qualifie de «hordes de néoconservateurs aux idées radicales et farfelues». Une impression renforcée par l'«action préventive» contre Saddam Hussein. Or, à côté de cette Amérique arrogante et belliqueuse, il en existe une autre. Suite aux difficultés rencontrées par les forces américaines en Irak, cette «autre Amérique», largement éclipsée après le choc du 11 septembre, se fait de plus en plus entendre.

Ces voix critiques, auxquelles le présent ouvrage offre une tribune, ne se limitent pas à celles de la gauche radicale – les plus médiatisées en Europe. Elles émanent aussi, pour beaucoup, d'écoles de pensée liées aux «libéraux» de la gauche modérée ainsi qu'à l'establishment. Enjeu pour ces adversaires idéologiques et pragmatiques de la nouvelle croisade conservatrice: remettre en question l'unilatéralisme de l'administration Bush et les objectifs de sa politique étrangère.

Les débats de politique internationale d'outre-Atlantique ayant une incidence cruciale sur le reste du monde, les démocrates européens se doivent d'être ouverts aux idées de cette «autre Amérique».

Ont contribué à cet ouvrage : Spencer Ackerman, William Arkin, Tom Barry, Phyllis Bennis, Daniel Brumberg, Thomas Carothers, Michelle Ciarrocca, Tamar Gabelnick, William Hartung, Amy Hawthorne, Stanley Hoffmann, G. John Ikenberry, John B. Judis, John Brady Kiesling, Michael Klare, Jim Lobe, Marina Ottaway, Minxin Pei, George Perkovich et Jeffrey Record.

Introduction de Jean-Paul Marthoz.

Un ouvrage de 176 pages – 12,90 euros.

(ISBN 2-87027-974-4)

CAMPAGNE D'INFORMATION sur les enfants-soldats, les armes légères, les conflits en Afrique centrale et la coopération au développement comme alternative de paix



Exposition interactive, animations et visites guidées, ateliers-débat, conférences...

- à BRUXELLES au Musée d'Art et d'Histoire (Parc du Cinquantenaire) du 20 avril au 14 mai 2004
- à VIRTON dans l'Ancienne Chapelle de l'Esplanade du 3 au 28 mai 2004.

Renseignements et inscriptions au GRIP : T. 02/241 84 20.